

Département du Var

République Française

Arrondissement de Draguignan

ESTÉREL CÔTE D'AZUR AGGLOMÉRATION

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION

Nombre de Conseillers : En exercice : 48 Présents : 42	Séance du : 4 avril 2022	Date de publication : 11 avril 2022
--	-----------------------------	--

L'an deux mille vingt-deux, le quatre avril à dix heures, le Conseil communautaire d'Estérel Côte d'Azur Agglomération régulièrement convoqué le 29 mars 2022, s'est réuni à la Communauté d'agglomération, sous la Présidence de M. MASQUELIER, Président.

PRESENTS :

MASQUELIER Frédéric - BOUDOUBE Paul - CAYRON Jean - CHARLIER DE VRAINVILLE Gérard - BOUVARD Martine - DECARD Guillaume - MARCHAND Charles - ARENAS Martine - ISEPPI Stéphane - LANCINE Brigitte - BESSERER Christian - CHIODI Josiane - SOLER Annie - HUMBERT Cédric - LOMBARD Danièle - PETRUS BENHAMOU Martine - JEANPERRIN Brigitte - LONGO Gilles - LEROY Carine - BARKALLAH Nassima - CHIOCCA Christophe - PLANTAVIN Christelle - PERONA Patrick - LAUVARD Sonia - RENARD Patrick - CREPET Sandrine - KARBOWSKI Ariane - BRENDLE Karen - BONNEMAIN Emmanuel - SERT Richard - POUSSIN Julien - MARTY Nicolas - RAMI Hafida - DEBAISIEUX Jean-François - BLANC Sylvie - BOYER Max - GRILLET Maxime - CORDINA Pierre - JEANPIERRE Jimmy - FABRE Julien - DEMONEIN Caroline - TISSIER Ken.

REPRESENTES : Conformément à l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales, ont donné pouvoir de voter en leur nom : RACHLINE David donne procuration à MASQUELIER Frédéric - DELAUNAY KAIDOMAR Françoise donne procuration à ISEPPI Stéphane - BARBIER Jean-Louis donne procuration à PERONA Patrick - CURTI Fabrice donne procuration à MARCHAND Charles.

NON REPRESENTES : REGGIANI Jean-Paul - FRADJ Laurence.

SECRETAIRE DE SEANCE : M. JEANPIERRE.

FINANCES

*

FIXATION DU PRODUIT 2022 DE LA TAXE GEMAPI

*

- N° 36 -

Mme CHIODI, Vice-Présidente, expose :

Par délibération du 21 septembre 2017, le Conseil communautaire a approuvé l'institution de la taxe pour la Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations (GEMAPI).

Le produit de cette taxe est arrêté chaque année par l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale, dans la limite d'un plafond fixe à 40 € par habitant, au sens de l'article L.2334-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, résidant sur le territoire relevant de sa compétence.

Sous réserve du respect de ce plafond, le produit voté de la taxe est au plus égal au montant annuel prévisionnel des charges de fonctionnement et d'investissement résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations, telle qu'elle est définie au I bis de l'article L.211-7 du code de l'environnement.

L'article 164 de la Loi n°2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 permet désormais aux EPCI d'adopter le produit de la taxe GEMAPI non plus avant le 1^{er} octobre de l'exercice précédent, mais jusqu'au 15 avril de l'exercice concerné, en même temps que les taux de taxes foncières et de cotisation foncière des entreprises sur lesquels elle est assise.

Le produit de cette imposition est exclusivement affecté au budget annexe GEMAPI et au financement des charges de fonctionnement et d'investissement, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations.

Le produit de la taxe est réparti entre toutes les personnes physiques ou morales assujetties aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises, proportionnellement aux recettes que chacune de ces taxes a procurées l'année précédente sur le territoire de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui l'instaure et aux communes membres de ce dernier.

Les organismes d'habitations à loyer modéré et les sociétés d'économie mixte sont exonérés de la taxe au titre des locaux d'habitation et des dépendances dont ils sont propriétaires et qui sont attribués sous conditions de ressources.

Les redevables au nom desquels une cotisation de taxe d'habitation est établie au titre de ces locaux sont exonérés de la taxe.

Il est proposé de maintenir, au regard des projets et actions nécessaires au territoire, le plafond de 40€ par habitant au sens de l'article L.2334-2 du CGCT (population DGF 2021 indiquée sur la fiche individuelle DGF 2021, soit un produit de 157 855 habitants x 40 € = **6 314 200€**).

A la suite de cet exposé,

VU l'article 1530 bis du Code Général des Impôts,

VU l'article L.2334-2 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 164 de la Loi 2019-1317 du 28/12/2018 de finances pour 2019,

VU la délibération du Conseil communautaire n°10 du 21 septembre 2017, instituant la taxe dite « GEMAPI »,

VU l'avis de la Commission des assemblées ;

le Conseil communautaire est invité à :

ARRETER le produit 2022 de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à **6 314 200 €**,

CHARGER Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux et à la Direction Générale des Finances Publiques.

Monsieur le Président invite le Conseil communautaire à délibérer.

LE CONSEIL,

APRES avoir entendu l'exposé de **Mme CHIODI, Vice-Présidente,**
ET A LA DEMANDE de M. LE PRESIDENT,
APRES en avoir délibéré,

À L'UNANIMITÉ des MEMBRES PRÉSENTS et REPRESENTÉS, ADOPTE LE RAPPORT PRÉSENTÉ.

FAIT et **DELIBERE** en séance les jours, mois et an que dessus.

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Président

Frédéric MASQUELIER